

Contrat de location NewLoCH,
document non contractuel, seul le contrat écrit fait loi.

Modalités de paiement

Un acompte de 50 % payable à la signature à la réservation.

Le solde, ainsi que la caution déposée en 2 chèques, seront versés au plus tard le jour de l'embarquement.

Annulation

En cas de désistement du locataire, plus de trois mois avant le début de la location, l'acompte versé reste acquis au loueur.

En cas d'annulation, moins de trois mois avant le départ, la totalité du montant de la location est due au loueur. Cependant, si le loueur parvient à louer le bateau à un autre locataire, seuls 100 € de frais de dossier seront retenus.

La somme totale de la location est due au loueur, que le locataire utilise ou non le bateau.

Le loueur se réserve le droit d'annuler le présent contrat sans préavis en cas de non respect de l'échéancier par le locataire (paiements, remise des documents, prise en main...)

Dans le cas où le loueur ne serait pas en mesure de mettre à disposition le bateau, à la suite d'une avarie ou en cas de force majeure, il sera proposé au locataire, dans la mesure du possible, un bateau équivalent, dont le coût n'excéderait pas 110% de la valeur de location du présent contrat. Au cas où cet incident occasionnerait la privation de jouissance du bateau plus du tiers de la durée de la location, le locataire peut alors annuler le contrat, le locataire serait remboursé intégralement du montant de la location sans qu'aucune autre indemnité ne puisse s'ajouter.

Le locataire ne peut refuser la proposition d'un bateau équivalent.

Assurance

Le loueur a souscrit, ou s'il n'est pas propriétaire du bateau, a fait souscrire par le propriétaire de celui-ci, une assurance tous risques incluant le report de l'assurance sur le locataire pendant toute la durée de la location.

Les risques assurés sont:

Responsabilité civile envers un tiers

Vol total ou partiel avec effraction (les objets personnels ne sont en aucun cas garantis)

Avarie

L'assurance ne garantit pas les dommages corporels du locataire et des personnes transportées.

Caution, Franchise.

La caution versée par le locataire au moment de la prise en charge du bateau a pour objet de garantir les détériorations du bien loué, les pertes partielles d'objets et le recouvrement des frais imputables au locataire. Après l'accomplissement des formalités de restitution et de vérification d'inventaire, la caution sera rendue au locataire dans un délai d'un mois.

En cas de détérioration du bien loué, de pertes non couvertes par l'assurance ou de frais imputables au locataire, le remboursement de la caution pourra être différé jusqu'au règlement des frais correspondants par le locataire.

Le montant de la franchise est indiqué en article 1. Le locataire reste son propre assureur jusqu'à concurrence du montant de cette franchise.

Qualification du chef de bord.

Le locataire est responsable du bateau ou désigne une personne répondant à cette responsabilité.

Le loueur exige un engagement écrit des qualifications et références du chef de bord (cf. 4^{ème} page), et se réserve le droit de refuser, le cas échéant, la mise à disposition du bateau.

Prise en charge et utilisation du bateau.

En tout état de cause, la prise en charge du bateau par le locataire ne se fait que lorsque le solde du prix de la location et la caution auront été payés, l'inventaire et la fiche d'équipage dûment complétés et signés, les consignes générales concernant le bateau énoncées, l'identité du locataire, ainsi que celle de tous les membres d'équipage vérifiées par la présentation d'une pièce d'identité en cours de validité. A défaut, le loueur se réserve le droit de refuser la mise à disposition du bateau.

Le loueur doit remettre un bateau en état de navigation, équipé et armé conformément à la législation en vigueur. La description et son équipement sont repris dans un inventaire qui sera remis au locataire, ainsi que les titres de francisation et de sécurité du bateau.

La signature de l'inventaire vaut reconnaissance du bon état de fonctionnement du bateau à l'exception des vices cachés.

Tous les combustibles sont à la charge du locataire (huile, gas-oil, gaz, piles électriques, charges batteries..), ainsi que les droits de port durant toute la période de location.

En aucun cas le bateau ne pourra faire l'objet d'une sous-location ou d'un prêt à titre gracieux.

Le locataire s'engage à utiliser le bateau "en bon père de famille", exclusivement pour une navigation de plaisance et se conformer à la législation en vigueur. Il est responsable du bateau pendant toute la durée de la location, y compris en cas d'avarie.

Les animaux ne sont pas acceptés à bord.

La participation à une régata ou l'utilisation du bateau en école de croisière n'est pas autorisée.

La zone de navigation autorisée est la Mer Méditerranée, au Nord du 38° parallèle (de Valencia au Nord de la Sicile).

Le chef de bord est responsable de la tenue du livre de bord qui est obligatoire pendant la durée de la location. Tout incident, remarque ou avarie devra y être mentionné.

Le locataire prend garde aux contrôles habituels (niveau d'huile, eau de refroidissement, charge des batteries). Pour une utilisation prolongée du bateau, le locataire doit pourvoir au service nécessaire. Au delà d'une franchise de 3 heures moteur par jour, correspondant à une utilisation normale du moteur, une participation de 2 € par heure moteur supplémentaire, avec un minimum de 10 €, sera demandée au locataire.

En cas de panne, d'avarie ou dommage, même mineur, le locataire en informera au plus vite le loueur. Il se doit de rentrer au port de retour avant terme afin de permettre la réparation avant la prochaine location.

- Si les dommages sont mineurs, le locataire fera effectuer les réparations dans la limite de 50 €.
- En cas de dommage majeur, le locataire se conformera aux instructions du loueur.

Aucun remboursement des sommes avancées par le locataire ne pourra se faire sans facture mentionnant la nature des dépenses engagées, le montant total, ainsi que la TVA et le nom du bateau.

En aucun cas, la perte de jouissance pour avarie ne peut donner lieu à dédommagement.

Communications radioélectriques, localisation à distance.

Le bateau est équipé d'une VHF.

Le locataire certifie avoir été informé par le loueur qu'il devait être titulaire du Certificat Restreint de Radiotéléphoniste ou désigner une personne répondant à cette obligation.

Le locataire certifie avoir été informé par le loueur que ce dernier se réserve la possibilité de placer à bord un système de localisation du bateau interrogeable à distance.

Restitution du bateau.

Le locataire s'engage à rendre le bateau en bon état de fonctionnement, de propreté (y compris cuisine, fonds, W-C et rinçage de l'annexe), avec inventaire complet et réservoir de gas-oil plein, bouteille de gaz neuve, piles en état de fonctionnement, à la date et heure ainsi qu'au port fixés par le contrat.

Au cas où le locataire restituerait le bateau en retard, une indemnité de retard égale au double du prix de la location journalière, ainsi que les frais occasionnés au loueur seront à sa charge. Les conditions météorologiques ne pouvant être invoquées comme motif valable, le chef de bord devant prendre toutes les dispositions pour restituer le bateau en temps et lieu convenu.

Le locataire informera le loueur de son retour.

L'inventaire contradictoire sera effectué après débarquement des effets personnels du locataire.

Le nettoyage du bateau non effectué ou mal effectué, de même que le débouchage des W-C et les petites réparations effectuées par le loueur seront facturés sur la base de 40 € de l'heure + fournitures.

Le remplacement des accessoires perdus ou endommagés est à la charge du locataire, et ne peut se faire qu'à l'identique.

Si pour une raison quelconque, le locataire n'est pas en mesure de ramener le bateau lui-même, il devra, à ses frais le faire ramener par un convoyeur qualifié après en avoir avisé le loueur. La location ne prendra fin qu'à la restitution du bateau au port convenu.

Le loueur ne peut être tenu pour responsable d'objets laissés à bord après la restitution du bateau.

Litiges

En cas de litige, les parties signataires pourront porter leur différend devant les tribunaux compétents du ressort de la région du loueur.